

ENTRETIEN

Sortir de la pauvreté au XXI^e siècle

■ Entretien avec ESTHER DUFLO et JACQUES ATTALI
réalisé par MARIE-CLÉMENTE BARBÉ-CONTI.

Nommée professeur titulaire en 2002, à 29 ans, au MIT de Boston, créatrice du Poverty Action Lab (J-PAL), pionnier des expériences « randomisées » sur le terrain pour évaluer l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement – en particulier la microfinance –, Esther Duflo inaugurerait l'an dernier la chaire « Savoirs contre pauvreté » au Collège de France. Elle vient de publier au Seuil (1) les résultats contrastés de cinq années d'enquêtes. Si le microcrédit, qui a subi de nombreuses attaques ces derniers mois, a fait la preuve qu'il faisait sortir les plus pauvres de leur « apartheid » financier, quel bilan peut-on aujourd'hui tirer sur l'impact réel des différents outils de développement ? Débat avec Jacques Attali, qui fondait il y a dix ans PlaNet Finance, association à but non lucratif dont la mission est de « lutter contre la pauvreté par le développement de la microfinance » (2).

REVUE DES DEUX MONDES – *Diriez-vous encore, Jacques Attali, comme vous l'avez écrit en 1998 dans votre Dictionnaire du XXI^e siècle, que le microcrédit est « la meilleure chance pour l'humanité de sortir de la pauvreté » ?*

JACQUES ATTALI – D'abord, il ne faut plus parler de microcrédit mais de microfinance, qui ne devrait pas couvrir, selon moi, le crédit à la consommation. Le très grand risque, c'est l'usurpation

du concept même de microfinance : prêter aux pauvres et les endetter, comme cela a été le cas avec la crise des *subprimes*. Sinon, oui, je continue à penser que c'est l'outil le plus efficace. Même si d'autres outils sont nécessaires, dont madame Duflo parle très justement dans son livre... Nous avons beaucoup appris depuis dix ans : l'impact de la microfinance sur le développement, très variable d'un pays à l'autre, est maintenant avéré. Des études comme celles que PlaNet Finance a réalisées en Égypte, au Maroc, en Jordanie, en Inde, en Chine le démontrent clairement.

REVUE DES DEUX MONDES – *Esther Duflo, vous avez mené des études sur le terrain pour évaluer, entre autres marqueurs de développement, l'impact réel du microcrédit et de la microfinance. Quelles principales conclusions tirez-vous de vos études sur le terrain, plus particulièrement en ce qui concerne l'amélioration du sort des femmes, auxquelles ils s'adressent en priorité ?*

ESTHER DUFLO – La question de l'impact de la microfinance, à savoir le crédit mais aussi aujourd'hui l'assurance et l'épargne, est complexe : les institutions de microfinance veulent aider les populations pauvres et des femmes défavorisées ; mais, par souci de rentabilité, elles vont plutôt voir des gens qui ne sont pas les plus pauvres des pauvres. Nos études, au sein de Poverty Action Lab, constatent une amélioration du sort des femmes. Ce n'est pas une révolution mais c'est une aide qui est tout à fait ce qu'on pourrait attendre d'un produit financier. Un microcrédit sur huit attribué à une femme conduit au démarrage d'une entreprise qui n'aurait pas existé autrement ; elles accèdent à l'achat de biens durables, comme une télévision ou un vélo. Cela viendra peut-être, mais pour l'instant, on ne voit pas véritablement de transformation de la position de la femme dans la famille, de l'accès à l'éducation, des dépenses de santé.

JACQUES ATTALI – Je voudrais rappeler que la microfinance, contrairement à ce qu'on a souvent prétendu, peut s'adresser à l'extrême pauvreté. Nous-mêmes avons des programmes pour les mendiants des rues : on les accueille, on les « retape », on les forme, pour qu'ils puissent travailler. Cela a été l'un des succès de Muhammad Yunus au Bangladesh, qui a été repris au Kenya, puis par PlaNet Finance au Maroc.

ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

ENTRETIEN

Sortir de la pauvreté au XXI^e siècle

REVUE DES DEUX MONDES – *Mais comment mieux aider les femmes ?*

JACQUES ATTALI – Les études tout à fait remarquables de Mme Duflo portent sur l'Inde et seulement sur l'Inde, tout du moins dans son livre. Or, la microfinance représente 200 millions de clients dans 100 pays qui ont chacun une structure, une histoire, des taux de succès différents ; et par ailleurs, de plus en plus d'hommes y ont recours. La microfinance que je soutiens est un facteur énorme de développement, y compris d'amélioration de la santé, de l'éducation, d'accès au logement : les études que nous avons faites au Maroc, en Jordanie ou en Inde le démontrent clairement. De fait, on a constaté que l'on peut assez largement sortir les femmes de la prostitution, et leur permettre d'envoyer leurs enfants à l'école : les impacts culturels et sociaux sont considérables. Mais à la base, la microfinance a pour objectif d'aider les gens à développer des entreprises existantes.

REVUE DES DEUX MONDES – *Oui, à condition d'être entrepreneur, ce que l'on n'est pas « par nature ». L'une des conclusions les plus intéressantes de vos livres, Esther Duflo, c'est que la microfinance aide beaucoup ceux qui ont déjà une entreprise mais que l'esprit d'entreprise n'est pas forcément plus développé chez les pauvres...*

JACQUES ATTALI – Je ne crois pas qu'on puisse le dire ainsi. Les femmes sont « culturellement » des entrepreneurs car elles gèrent la famille. Elles sont aussi de plus en plus en situation d'être entrepreneurs, du fait de la migration rurale. Ce sont les hommes qui quittent les campagnes ; ils y laissent les femmes à la tête de la famille ou de l'entreprise. Or, il n'y a pour elles ni emploi salarié, ni allocation chômage, ni poste de fonctionnaire. Elles sont donc entrepreneurs par nature et par obligation.

ESTHER DUFLO – Je suis d'accord avec le fait qu'elles sont entrepreneurs « de fait »... Mais on confond trop facilement le fait d'avoir une entreprise et d'avoir l'esprit d'entreprise... Quand quelqu'un a une entreprise « par défaut », il y a moins de chance qu'elle dépasse le stade où elle vivote, ce qui est le cas pour 90 % de ces petites activités, et devienne une entreprise qui va créer des emplois... Cela ne veut pas dire que le microcrédit n'est pas utile pour cette entreprise, mais son impact sera relativement limité tant que l'entreprise ne se développe pas.

ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

ENTRETIEN

Sortir de la pauvreté au XXI^e siècle

REVUE DES DEUX MONDES – *Comment les aider à passer à l'étape supérieure ?*

ESTHER DUFLO – C'est la question sur laquelle la microfinance travaille aujourd'hui. Cela passe par la formation des entrepreneurs, par des produits de crédit différents, où les institutions de microfinance prennent plus de risques mais, honnêtement, elles ont du mal à inventer de nouveaux produits et sont limitées par le fait que beaucoup de ces entrepreneurs n'ont pas fondamentalement « l'idée » de grandir.

JACQUES ATTALI – Je raisonnerai par des exemples concrets de femmes que nous rencontrons sur le terrain. Quand une femme au Maroc est l'épouse d'un pêcheur, que son mari meurt, qu'elle part elle-même pêcher, qu'elle utilise le microcrédit pour pouvoir acheter une nouvelle barque, elle fait vivre sa famille et peu importe s'il y a un emploi en plus. Elle survit. Quand une femme en Inde est abandonnée par son mari, sans rien pour élever six enfants, qu'elle devient garagiste pour entretenir les motos du village et qu'elle réussit à faire vivre sa famille, c'est formidable. Quand une femme au Maroc végète en produisant de l'huile d'argan et qu'on commence à la former pour que ses produits soient de meilleure qualité et deviennent exportables, là elle peut commencer à créer des emplois. Un autre exemple en Casamance m'a fasciné, celui d'une femme qui avait déjà sept enfants et aucune obligation de travailler. Elle a commencé par souscrire un petit microcrédit pour vendre du poisson séché ; avec un deuxième, elle a vendu des barrettes de mémoire pour ordinateurs, puis elle a ouvert un cybercafé, ensuite elle a acheté un taxi. Aujourd'hui, elle a une petite entreprise de 15 personnes.

REVUE DES DEUX MONDES – *La microfinance a fait la preuve qu'elle était un système rentable basé sur un oxymore : la richesse des pauvres...*

JACQUES ATTALI – En anglais, on parle de « *bottom of the pyramide* » : les grandes entreprises en viennent à considérer que les pauvres sont un marché. Les banques commerciales commencent à s'y intéresser et nous en aidons certaines à ouvrir des filiales de microfinance. C'est ce qui fait aussi que les pays riches s'ouvrent à l'utilisation de produits « faits pour les pauvres » : le succès de la Logan en est l'illustration.

ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

ENTRETIEN

Sortir de la pauvreté au XXI^e siècle

REVUE DES DEUX MONDES – *Pourquoi alors ces attaques qui dénoncent certaines institutions de microfinance comme les « usuriers du XXI^e siècle » ?*

JACQUES ATTALI – Par nature, tout ce qui a un succès est jaloué, donc c'est normal. Mais je suis aussi le premier à dénoncer certaines dérives scandaleuses de la microfinance, sur le surendettement en particulier. Madame Duflo donne dans son livre un argument extrêmement important, c'est que le taux d'intérêt n'est pas une question fondamentale dans la mesure où les gens ont les moyens de rembourser. Pourquoi en ont-ils les moyens ? Parce que le taux de rentabilité des activités des pauvres est très élevé. C'est même un des plus grands sujets d'économie théorique sur lesquels je serais heureux qu'Esther Duflo s'investisse dans l'avenir parce c'est un grand mystère : pourquoi les activités d'entrée dans le marché des pauvres sont-elles extrêmement rentables ?

ESTHER DUFLO – Il n'y a pas une définition « philosophique » de l'usure puisque légalement on définit un taux d'intérêt maximum : tout ce qu'il y a au-dessus est de fait de l'usure. Pourquoi les taux d'intérêt sont-ils extrêmement élevés quand on prête aux pauvres ? Parce que cela coûte cher, et plus ou moins cher selon les pays, comme je le montre dans mon livre. C'est pourquoi le taux moyen peut atteindre 70 % au Mexique. Est-ce que l'on peut dire que les clients sont exploités ? Est-ce qu'il existe un manque de transparence sur les conditions réelles de l'emprunt ? Il pourrait effectivement y avoir une tendance à tomber dans le panneau si les gens – comme l'a démontré l'économiste Jonathan Murdoch – ne sont pas « sophistiqués », c'est-à-dire capables d'analyser l'offre et ses conséquences. Mais dans environ 98 % des cas les gens font face, on les voit plutôt se discipliner pour pouvoir rembourser régulièrement, plutôt qu'emprunter et ensuite faire la fête ; les effets sont donc globalement positifs.

REVUE DES DEUX MONDES – *Quels sont ou seraient nos meilleurs atouts pour répondre au défi du développement, ces trois milliards d'hommes et de femmes qui vivront en 2050 avec moins d'un dollar par jour ?*

ESTHER DUFLO – Les initiatives individuelles, aussi loin vont-elles, que ce soit dans les domaines de l'école ou de la santé, ne peuvent

devenir le seul pilier de la lutte contre la pauvreté ni se substituer à un effort collectif qui viendrait de l'État ou même de la communauté internationale. Il n'y a pas une recette miracle, ni d'approche globale. Nous avons besoin d'une combinaison d'outils parce que la pauvreté a énormément de facettes et d'incarnations et de ce fait, énormément de types de réponses, qui vont de l'infrastructure routière à des services sociaux de qualité en passant par la microfinance.

JACQUES ATTALI – Pour moi, un des facteurs-clés est la démocratie, et Mme Duflo a raison de dire dans son livre qu'il ne s'agit pas seulement d'élection mais de gouvernance, de transparence avant tout. Ce que je mettrais aussi en avant, en dehors de l'éducation et de la santé dont elle parle largement, c'est le progrès technique. Je crois qu'il peut être un facteur de réduction de la pauvreté assez significatif dans la mesure où on peut espérer qu'il provoque, sans être excessivement naïf, un « raccourci ». Ce qui est en train de se passer avec le téléphone mobile est très intéressant. Beaucoup de gens dans les milieux les plus pauvres possèdent un téléphone mobile ; or le développement de l'usage du microcrédit par le mobile pourrait en transformer radicalement son usage dans le monde (3). C'est aussi un facteur en soi de lutte contre la pauvreté, simplement parce qu'il permet de communiquer : par exemple, quand un marchand vient acheter des produits agricoles dans un village et qu'il affirme que le prix du mil ou du blé a baissé, le vendeur peut passer un coup de fil et vérifier les cours dans la capitale. Le téléphone crée donc une transparence des marchés. Mais le principal facteur demeure les infrastructures politiques, c'est-à-dire l'État et la police.

ESTHER DUFLO – Ce que j'ai effectivement voulu faire avec *la Politique de l'autonomie*, c'est entrer dans les détails de ce qu'on entend par la démocratie. Elle s'incarne sous la forme d'un ensemble de règles qui ont un impact extrêmement important sur la vie des villages. La question de la transparence joue un grand rôle : à commencer par donner aux électeurs les moyens de s'informer pour pouvoir prendre des décisions et éclairer le « profil » de celui qu'ils ont élu ou vont élire. Au Brésil par exemple, les audits de corruption sont rendus publics. Comme il est très difficile pour les individus eux-mêmes de s'organiser pour collecter cette information, il est important de la leur fournir, de la rendre publique.

La sortie de la pauvreté se fait sur deux générations

REVUE DES DEUX MONDES – *Ouverture d'une antenne de la Grameen Bank à New York, lancement du site Babyloan en France, implication de PlaNet Finance au cœur des cités et des universités, la finance solidaire n'est plus l'apanage des sociétés en voie de développement mais l'une des réponses à la crise. Quelle force de changement représente-t-elle ?*

JACQUES ATTALI – Les sites comme Babyloan ou Kiva sont très intéressants, nous-mêmes allons en créer un. Cela permet aux gens du Nord de donner, ou de prêter eux-mêmes, mais n'a rien à voir avec la microfinance, dont le but est d'offrir l'accès à la banque. Or, si 80 à 90 % des gens du Sud sont en dehors du système financier, inversement, 95 % des gens des pays développés y ont accès, la problématique n'est donc pas la même. Dans les pays du Nord, quatre compétences sont nécessaires : faire en sorte que les gens aient envie de créer une entreprise, leur prêter de l'argent, leur fournir du capital et les accompagner dans le développement de leur activité. Mis à part le crédit, rien de tout cela n'est correctement fait. On peut, par exemple, aller frapper à la porte des gamins des cités et leur dire : « Plutôt que de dormir, si vous créez votre boîte ? On va vous aider, on vous fait votre *business plan*, votre étude de marché et on vous accompagne jusqu'à la vente. » Nous le faisons et il faut le développer. Il y a aussi l'apport en fonds propres, on en parle très peu dans la microfinance parce qu'il n'y a pas de droit de propriété clair dans les pays du Sud et qu'il ne peut donc y avoir de participation de capital dans les petites entreprises. Nous avons un fonds d'investissement en France : ce n'est pas du microcrédit, c'est du microcapital. Et ça marche extrêmement bien. Nous avons des prises de participation jusqu'à 100 000 euros et commençons à développer ce système au Maroc et en Inde. Le dernier élément très important, c'est le *coaching*, l'accompagnement de l'entreprise. Si on possède ces quatre compétences, dont une est du ressort de la banque, les trois autres de personnes ou d'associations comme l'Adie, PlaNet Finance, les boutiques de gestion, France Initiatives, on peut permettre à ceux qui ne sont plus salariés de créer leur entreprise.

ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

ENTRETIEN

Sortir de la pauvreté au XXI^e siècle

REVUE DES DEUX MONDES – *Quelle principale leçon avez-vous apprise sur le terrain qu'il serait utile d'appliquer aux pays riches ?*

ESTHER DUFLO – Que ce soit dans les pays pauvres ou dans les pays riches, quand les gens se trouvent dans des situations de pauvreté, on constate qu'ils ont les mêmes problèmes et les mêmes atouts en moyenne, même certaines personnes plus créatives que d'autres ; tout d'un coup, il n'y a plus d'avenir, plus d'opportunité. L'objectif, que cela vienne du monde associatif ou de la politique, c'est de leur rouvrir des opportunités. Et quand on arrive à le faire, on ré-initie un cercle vertueux. Pour cela, il faut trouver des approches créatives, savoir penser à « l'extérieur de la boîte ». Mais aussi avoir la capacité d'accepter qu'on s'est trompé pour revenir en arrière. Si on adaptait ces principes à la politique sociale des pays riches, on aurait, je pense, la capacité d'apporter des réponses, non pas à la crise financière, qui est circonscrite au terrain financier, mais à ceux qui sont touchés par la crise.

REVUE DES DEUX MONDES – *C'est un peu ce que dit Mubammad Yunus, pionnier du microcrédit et Prix Nobel de la Paix 2006 : « la pauvreté existe parce que notre conception du monde sous-estime les capacités humaines » (4) ?*

JACQUES ATTALI – Je pense en effet qu'il y a un potentiel de créativité énorme. Ce qui est fascinant, c'est de comparer les chiffres : le total des encours de la microfinance mondiale atteint 50 à 60 milliards de dollars. C'est le montant des bonus délivrés cette année par deux banques américaines à Wall Street. Avec ces bonus, on pourrait financer 200 millions de personnes...

REVUE DES DEUX MONDES – *Peut-on réellement sortir de l'extrême pauvreté ?*

ESTHER DUFLO – La question est la « capacité » de chacun : est-elle enfermée par le manque d'accès à un certain nombre d'outils essentiels pour qu'elle se développe, que ce soit une bonne santé, une bonne éducation, la capacité de communiquer, l'accès au crédit ? Le rôle de lutte contre la pauvreté est de percer cette « carapace » et de se donner tous les moyens de rendre aux gens leur confiance, leur capacité à faire, que cela ne reste pas quelque chose de virtuel. La notion de liberté n'a pas de sens si

ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

ENTRETIEN

Sortir de la pauvreté au XXI^e siècle

les moyens d'exprimer cette liberté sous la forme d'action n'existent pas.

JACQUES ATTALI – Il faut bien comprendre que si le micro-financement peut aider les pauvres financièrement, il ne peut pas les aider à atteindre un niveau d'éducation ou à devenir cadres. C'est pour cela en fait que la sortie de la pauvreté, l'entrée dans la classe moyenne se font sur deux générations. Je connais des dizaines d'exemples de gens qui sont microentrepreneurs depuis vingt ans et dont les enfants sont aujourd'hui ingénieurs ou médecins ; comme le fils de cette femme microentrepreneur au Bangladesh dont le fils est aujourd'hui un médecin important à Dacca. J'aimerais voir des études là-dessus, sur la génération d'après. C'est-à-dire ceux qui ont pu étudier grâce à leurs parents.

REVUE DES DEUX MONDES – *Dans le Sens des choses (5), vous écrivez : « Une civilisation utopique – messianique ou humaine – assurerait à l'humanité tout entière la gratuité des biens essentiels. » Pourrait-on imaginer aujourd'hui la création d'un « revenu minimal mondial » ?*

JACQUES ATTALI – C'est utopique mais cela viendra un jour ! Dans mille ans ou dans cent ans, je n'en sais rien. On a aujourd'hui un revenu minimum en France : le progrès de l'humanité, c'est justement de faire que ce qui existe dans les pays développés se généralise à toute l'humanité. Un jour, il y aura un gouvernement mondial, il y aura un impôt mondial, il y aura un revenu minimum mondial. La seule question est : quand ?

ESTHER DUFLO – Cela dépasse mes capacités de prédiction ! En plaçant les ambitions à ce niveau-là, le risque est de ne pas se demander « Que fait-on aujourd'hui, en attendant ? » Or le problème sur le débat de la notion de progrès est justement qu'il se place assez facilement sur le terrain de « qu'est-ce qu'il faudrait faire pour éradiquer la pauvreté un jour », et à ce niveau-là, on peut s'envoyer des arguments à la figure *ad vitam æternam*...

JACQUES ATTALI – Il y a l'action qu'on mène localement, auprès des plus pauvres mais il y a aussi l'action politique. Or l'action politique dépend du contact entre l'utopie et la volonté. Qui aurait dit il y a dix ans qu'on taxerait les billets d'avion pour financer les médicaments contre le sida ? Cette taxe existe, elle rapporte trois

ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

ENTRETIEN

Sortir de la pauvreté au XXI^e siècle

milliards d'euros, ce n'est pas grand-chose mais cela existe. Donc, il ne faut pas exclure que des choses gigantesques deviennent possibles mais pour réaliser ses rêves, il faut en avoir.

REVUE DES DEUX MONDES – *Pour 2010 si je vous dis « I have a dream » ?*

JACQUES ATTALI – Très modestement, je dirai faire que la microfinance touche 600 millions de personnes dans dix ans. Cette année, on peut atteindre les 250 à 280 millions.

ESTHER DUFLO – Que la politique publique dans les pays en voie de développement et dans les pays développés soit fondée sur les analyses de ce qui a marché ou pas, qu'on sache tirer les leçons de l'expérience pour ne pas passer d'une « mode » à l'autre sans en avoir tiré les enseignements.

1. Esther Duflo, *Lutter contre la pauvreté*, tome I, *le Développement humain*, tome II, *la Politique de l'autonomie*, Le Seuil, coll. « La République des idées ».
2. Association à but non lucratif, dont la mission est de « lutter contre la pauvreté par le développement de la microfinance ».
3. PlaNet Finance est en train de lancer avec la fondation Bill et Melinda Gates un programme mondial de microfinance utilisant le téléphone mobile, Mobile banking.
4. Muhammad Yunus, *Vers un nouveau capitalisme*, Lattès, 2008, le Livre de poche, 2009.
5. Jacques Attali, *le Sens des choses*, Robert Laffont, 2009.